

**PROCES-VERBAL DES OBSERVATIONS RECUES PENDANT
L'ENQUETE PUBLIQUE PREALABLE A LA DEMANDE
D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE PRESENTEE PAR
LA S.A.S. RECUP 44**

**EN VUE DE L'EXPLOITATION D'UN ENTREPOT DE
STOCKAGE DE PIECES AUTOMOBILES NEUVES ET
D'OCCASION DONT DES BATTERIES ACIDE/PLOMB
NEUVES ET DE TRANSIT ET DE TRAITEMENT PAR BROYAGE
DE DECHETS DANGEREUX DE BATTERIES ACIDE/PLOMB
SITUE SUR LA COMMUNE D'OUTARVILLE**

Pendant cette enquête de **trente-trois jours (33)**, du 16 janvier 2023 au 17 février 2023, le commissaire-enquêteur a reçu **vingt-neuf (29) observations** qui se répartissent ainsi :

- **neuf (9) mails** ont été reçus à l'adresse dédiée à la préfecture du Loiret ;
- **trois (3) observations orales** pendant les permanences,
- **huit (8) observations sur le registre d'enquête** de la mairie d'Outarville
- **six (6) courriers** insérés dans le registre d'enquête,
- **trois (3) pétitions : une sous forme de coupons déposés à la mairie (52 noms), une sous forme de mails (3 noms), une sur le site change.org. (226 noms)**
- **aucune demande de renseignement**
- **aucune observation ou proposition émanant d'une association,**

I - OBSERVATIONS FORMULEES PAR LE PUBLIC

I – 1- OBSERVATIONS SUR LE REGISTRE D'ENQUETE (8)

IDENTITE DE L'INTERVENANT	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS SUR LE PROJET
Madame Marine LAURENT	- sols pollués, risques pour l'environnement et la santé - transit actuel de marchandises d'origine inconnue - risques technologiques - dossier incomplet	projet fortement inquiétant
Madame Julie SEKKOUTI	- projet dangereux pour la santé dans un rayon de trois kilomètres	espère qu'il n'aura pas lieu

Madame Candice GUYOT	- habite dans le rayon de 3 kms autour de l'entreprise, s'estime dans une zone à risques	S'oppose totalement à ce projet
Madame Priscilla HAMON	- risque de pollution supplémentaire - danger pour les enfants	
Madame Nicole BAYARD	- inquiétude pour les enfants	
anonyme	- dossier incomplet - pollution des eaux et des sols existante - inquiétude sur future activité en l'absence de plan de prévention des risques sur la commune	intolérable, trop flou
Madame Adeline GOUACHE	- sols grandement pollués - site proche de l'école et d'habitations - protocoles de sécurité non respectés - mauvaise prise en compte des enjeux environnementaux	opposée au projet
anonyme	- inquiétude pour le devenir des enfants, pour la valeur de son bien immobilier - entreprise maintes fois condamnée - absence de système d'alerte au niveau communal - inquiétude face à l'irresponsabilité des élus	non au projet

I - 2 - OBSERVATIONS RECUES SUR L'ADRESSE MAIL DEDIEE A L'ENQUETE (9)

(Les mails sont consultables intégralement sur le site de la Préfecture d'Orléans)

IDENTITE DE L'INTERVENANT	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS SUR LE PROJET
Madame Adeline GOUACHE & Mr Johnny TOUZET (03 février 2023 à 08 h 40)	<i>Les termes de ce mail sont identiques à ceux du courrier et de l'observation de Mme GOUACHE insérés dans le registre d'enquête</i>	
Madame Marie-José BUISSON (06 février 2023 à 10 h 04 et 16 février 2023 à 19 h 15)	- antécédents graves cachés à la population - trop de risques, entreprise SEVESO au milieu des habitations, ajout d'activités dangereuses sur un site déjà contaminé - rappel de l'incendie de 2020	dénonce fermement ce projet
Madame LAMBERT (06 février 2023 à 10 h 48)	- inquiétude sur l'impact environnemental - conséquences catastrophiques sur l'environnement et la population - lacunes du dossier sur l'environnement et la santé	demande l'annulation de ce projet

Madame BERTHEAU (08 février 2023 à 14 h 34)	<ul style="list-style-type: none"> - site en mauvais état au sol et en sous-sol - site racheté sans obligation de nettoyage des pollutions - site au milieu des habitations et de champs cultivés de denrées consommables 	Contre ce projet
Monsieur Laurent FESARD, société ECOBAT (08 février 2023 à 14 h 34)	<p><u>Commentaires sur avis MRAE :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - demande 2 – pollution des eaux et du sol - demande 3 – mise en cause de l'étude d'impact environnemental - demande 4 –rejets atmosphériques, étude insuffisante - traitement des déchets, pâte de plomb et plomb métallique - justification du choix du site <p><u>Commentaires sur présentation du dossier :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - prise en compte des parcelles nord 248 & 250 - recyclage des matières constitutives - quantité de pâte de plomb stockée sur site (rubrique 2718-1) - traitement des eaux pluviales - fraction de pâte de plomb dans une batterie usagée - conformité avec directive 2006/66/CE relative aux piles et accumulateurs et à leurs déchets - PREDD : complémentarité de RECUP 44 avec STCM B2 et adéquation avec les objectifs de la DGPR - contraintes liées aux MTD <p><u>Résumé non technique étude d'impact :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - taux de recyclage des batteries (97,5%) est obsolète <p><u>Effets sur la santé :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluation des risques sanitaires non réalisée selon standards actuels, pas de mention du suivi des récoltes, ni d'activité pouvant recevoir des enfants <p><u>Commentaires sur notice HST :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - conditions de protection contre le plomb semblent légères et peu détaillées. 	
Madame Chantal GALY (15 février 2023 à 15 h 40)	<ul style="list-style-type: none"> - a signé la pétition 	contre le projet
Monsieur BODIN (15 février 2023 à 18 h 51)	<ul style="list-style-type: none"> - projet dangereux, risque de pollution de l'eau, de l'air et des sols - dossier présentant des lacunes - pas d'assurances pour l'environnement et la santé humaine 	
Monsieur et Madame LEGAVE (17 février 2023 à 10 h 30)	<ul style="list-style-type: none"> - dangerosité sur le plan sanitaire, risques pour la santé, souhaitent protéger leurs enfants - conséquences environnementales, pollution - craintes suite à l'incendie de 2020. 	opposition au projet

<p>Monsieur Sylvain NAUDET (17 février 2023 à 13 h 27)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - RECUP 44 fait diversion - évoque surtout la pollution antérieure - évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires tronquée sous prétexte de secret industriel - mesures non à la hauteur pour la pollution liée au broyage - périmètre d'excavation des terres insuffisant - surveillance de l'air : sondes OWEN inadaptées, surveillance uniquement la première année - rappel des points soulevés par la MRAE : toxicité de l'eau, % de pâte de plomb, compatibilité avec le SDAGE - installation susceptible de générer des effets thermiques et toxiques ainsi que des effets létaux - considération sur la crédibilité de l'entreprise <p><i>(note du commissaire-enquêteur: ces écrits sur ce point n'engagent que Mr NAUDET)</i></p>	
--	---	--

I – 3 – OBSERVATIONS ORALES (3)

IDENTITE DE L'INTERVENANT	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS SUR LE PROJET
Madame NORMAND	- crainte concernant l'augmentation du trafic routier, mesures prises pour limiter la vitesse	
Monsieur BERTHEAU et Monsieur FRANTIETTE	- d'étonnent que cette usine reprenne de l'activité vu son état actuel - source de pollution de l'eau, de l'air et des sols - inquiétude de revivre l'incendie de 2020	

I -4 - OBSERVATIONS PAR COURRIERS (6)

IDENTITE DE L'INTERVENANT	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS SUR LE PROJET
Madame Adeline GOUACHE	<i>Les termes de ce courrier sont identiques à ceux du mail et de l'observation de Mme GOUACHE insérés dans le registre d'enquête</i>	
Madame Béatrice BERTHEAU	<i>Les termes de ce courrier, inséré dans le registre d'enquête, sont identiques à ceux du mail de Mme BERTHEAU</i>	

Monsieur Pierre COISNON SARL « les 3 laboureurs »	<ul style="list-style-type: none"> - doit être « parfaitement tranquille » sur l'innocuité du site et des activités pour garantir sa production - demande des contrôles et des agréments officiels et réguliers pour certifier la bonne tenue du site - demande un engagement ferme d'une cie d'assurances pour un montant de 25 à 35 M€ en cas de sinistre 	à défaut de ces garanties, hostile au projet
Monsieur Stéphane MALON	<ul style="list-style-type: none"> - reprend les différents points de l'avis de la MRAE - pas d'adéquation entre maîtrise des risques et l'environnement - regrette une synthèse laconique de l'étude de dangers - préfère un projet plus durable protégeant mieux l'environnement - considération sur la crédibilité de l'entreprise <i>(note du commissaire-enquêteur: ces écrits sur ce point n'engagent que Mr MALON)</i> 	
Monsieur Philippe FOUCHE	<ul style="list-style-type: none"> - anomalies dans le dossier - textes surlignés donc illisibles - annexes absentes, certaines en anglais - activités actuelles exercées sans autorisation - toitures contenant de l'amiante mettant en danger la vie d'autrui - taux de plomb élevé constaté chez des enfants 	
Monsieur DEMAZ Jean- Claude	<ul style="list-style-type: none"> - risque de pollution des sols, de l'air et de l'eau - nuisible à la santé collective 	s'insurge contre ce projet

I – 5 - PETITIONS

Une pétition sous forme de mails a fait l'objet de trois envois reprenant le texte suivant :

« Je soussigné m'oppose au projet de Récup 44. L'entreprise ne présente pas les garanties nécessaires pour la préservation des sols, de l'eau et de l'air.

Signature... »

Un flyer distribué dans les boîtes aux lettres invite les habitants à remplir un coupon-réponse ainsi libellé :

« Monsieur le Commissaire-enquêteur,

Je soussigné.....m'oppose au projet de RECUP 44.

L'entreprise ne présente pas les garanties nécessaires pour la préservation des sols, de l'eau et de l'air.

Signature.... ».

Cinquante-deux (52) coupons réponses ont été déposés en mairie.

Une pétition sur le site change.org a recueilli 226 noms.

II - OBSERVATIONS FORMULEES PAR LE COMMISSAIRE-ENQUETEUR

Très technique, le dossier mis à l'enquête publique, couvert par la protection des données industrielles ne me semble pas suffisamment lisible pour informer convenablement et surtout rassurer le public sur les risques environnementaux et les risques sur la santé.

C'est pourquoi je souhaite que dans votre mémoire en réponse vous apportiez des précisions et des éclaircissements sur les études d'impact et de dangers particulièrement pour ce qui concerne l'impact de ce projet sur l'eau, l'air, la santé, sans que cela porte atteinte au caractère confidentiel de vos activités.

Ces précisions, en complément de celles que vous avez donné à la MRAE, permettraient, en répondant aux observations du public, de lever quelques incertitudes sur l'opacité du dossier ainsi que sur les doutes et l'inquiétude ressentis pendant l'enquête.

Dans le résumé non technique de l'étude d'impact daté du 30/11/2021, vous proposez des mesures compensatoires :

- concernant le bruit généré par les activités envisagées sur le site (broyeurs, camions, engins de manutention) qui fonctionnerait en 2 X 8, donc diurne et nocturne, vous indiquez que des mesures seront réalisées sous 6 mois et que l'incidence « devrait être conforme à la réglementation ». Ces mesures ont-elles été réalisées ?

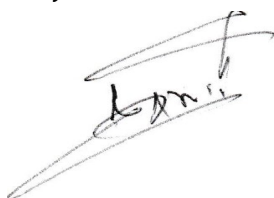
L'état actuel du site, particulièrement les sols extérieurs et les toitures (présence d'amiante ?) est-il compatible avec les normes de sécurité ?

Les réponses données à la MRAE le 05 janvier 2023 vous engagent.

Plus généralement, les propositions et mesures ERC du résumé non technique de l'étude d'impact et les réponses que vous apporterez aux interrogations soulevées pendant l'enquête auront-elles également valeur d'engagement ?

Remis au maître d'ouvrage à Outarville, le 24 février 2023

Le commissaire-enquêteur
Jean BERNARD



Le porteur de projet

Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations (article R123-18 du CE).